



CC Entre Saône et Grosne (Siren : 247103765)

## FICHE SIGNALÉTIQUE BANATIC

## Données générales

Nature juridique	Communauté de communes (CC)
Commune siège	Sennecey-le-Grand
Arrondissement	Chalon-sur-Saône
Département	Saône-et-Loire
Interdépartemental	non

## Date de création

Date de création	01/07/1994
Date d'effet	01/01/1995

## Organe délibérant

Mode de répartition des sièges	
Nom du président	M. JEAN-CLAUDE BECOUSSE

## Coordonnées du siège

Complément d'adresse du siège	RUE DES MURIERS
Numéro et libellé dans la voie	
Distribution spéciale	
Code postal - Ville	71240 SENNECEY-LE-GRAND
Téléphone	03 84 49 19 2
Fax	03 84 49 19 2
Courriel	c-communes-saone-grosne@wanadoo.fr
Site internet	

## Profil financier

Mode de financement	Fiscalité professionnelle unique
Bonification de la DGF	oui
Dotation de solidarité communautaire (DSC)	non
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)	oui
Autre taxe	non
Redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM)	non
Autre redevance	non

## Population

Population totale regroupée	10 248
-----------------------------	--------

Densité moyenne 49,91

## Périmètre

Nombre total de communes membres : 17

Dept	Commune (N° SIREN)	Population
71	Beaumont-sur-Grosne (217100262)	344
71	Boyer (217100528)	699
71	Bresse-sur-Grosne (217100585)	209
71	Champagny-sous-Uxelles (217100809)	89
71	Etrigny (217101930)	480
71	Gigny-sur-Saône (217102193)	568
71	Jugy (217102458)	323
71	La Chapelle-de-Bragny (217100890)	254
71	Laives (217102490)	1 046
71	Lalheue (217102524)	394
71	Mancey (217102748)	405
71	Montceaux-Ragny (217103084)	38
71	Nanton (217103282)	643
71	Saint-Ambreuil (217103845)	548
71	Saint-Cyr (217104025)	782
71	Sennecey-le-Grand (217105121)	3 196
71	Vers (217105725)	230

## Compétences

Nombre total de compétences exercées : 21

Compétences exercées par le groupement
<p>Environnement et cadre de vie</p> <p>- Assainissement non collectif  <i>Création et gestion d'un Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC). Prestation d'entretien des ANC du territoire de la communauté de communes. Assistance à la réhabilitation des ANC.</i></p> <p>- Collecte des déchets des ménages et déchets assimilés  <i>Protection et mise en valeur de l'environnement . Collecte, traitement, valorisation, élimination des déchets ménagers et déchets verts assimilés</i></p> <p>- Traitement des déchets des ménages et déchets assimilés  <i>Protection et mise en valeur de l'environnement .Collecte, traitement, valorisation, élimination des déchets ménagers et déchets verts et assimilés</i></p>
<p>Sanitaires et social</p> <p>- Action sociale  <i>Action sociale d'intérêt communautaire : Actions d'intérêt communautaire en matière d'aide à domicile. Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements de santé d'intérêt communautaire. Création, aménagement, entretien et gestion des équipements en faveur de l'enfance, de la petite enfance et de la jeunesse d'intérêt communautaire Actions permettant la promotion de l'emploi des jeunes. e. Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs : Construction, aménagement, entretien et gestion des équipements sportifs d'intérêt communautaire.</i></p>

## Développement et aménagement économique

- Création, aménagement, entretien et gestion de zone d'activités industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale ou touristique

*Actions de développement touristique d'intérêt communautaire. animation, étude et mise en ?uvre des opérations et des équipements touristiques d'intérêt communautaire. Recensement et inventaire du patrimoine architectural communal.*

*Actions pour la promotion touristique d'intérêt communautaire.*

- Création, aménagement, entretien et gestion de zone d'activités portuaire ou aéroportuaire

- Action de développement économique (Soutien des activités industrielles, commerciales ou de l'emploi, Soutien des activités agricoles et forestières...)

*Actions de développement économique d'intérêt communautaire : Animation et promotion économique de la Communauté de Communes, accompagnement des porteurs de projets désireux de s'implanter sur le territoire intercommunal. Etude de faisabilité en vue de la création de zones d'activité communautaire*

## Développement et aménagement social et culturel

- Construction ou aménagement, entretien, gestion d'équipements ou d'établissements sportifs

*Construction, acquisition, entretien et fonctionnement d'équipements sportifs . Construction, aménagement, entretien et gestion des équipements sportifs d'intérêt communautaire ; sont d'intérêt communautaire les espaces sportifs de proximité de type city-stades (hormis celui de Sennecey-le-Grand situé rue des Mûriers), la salle multi-sports, le Gymnase David*

*Niepce et le Dojo . Acquisition d'équipements sportifs d'intérêt intercommunal*

- Activités culturelles ou socioculturelles

*Mise en oeuvre d'actions communes favorisant l'accès à la culture*

- Activités sportives

*Aide au lancement et au développement des associations sportives portant sur de nouvelles activités reconnues par le comité international olympique.*

## Aménagement de l'espace

- Schéma de cohérence territoriale (SCOT)

- Schéma de secteur

- Création et réalisation de zone d'aménagement concertée (ZAC)

*. Création, aménagement de nouvelles zones d'aménagement concerté d'intérêt communautaire ; sont d'intérêt communautaire les nouvelles zones d'aménagement concerté supérieures à 25 hectares*

- Constitution de réserves foncières

*. Constitution d'une réserve foncière pour l'exercice des compétences de la communauté de communes*

- Etudes et programmation

*. Etude, mise en oeuvre, animation, suivi et financement des nouvelles opérations programmées de l'habitat . Elaboration et pilotage d'un programme local de l'habitat. Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire*

## Voirie

- Création, aménagement, entretien de la voirie

*. Création, aménagement et entretien des voiries d'intérêt communautaire ; sont d'intérêt communautaire les voiries situées sur les zones d'activités communautaires*

## Développement touristique

- Tourisme

*Développement économique . Tourisme : animation, étude et mise en oeuvre des opérations et des équipements touristiques à vocation supra-communale, recensement et inventaire du patrimoine architectural communal, soutien de la promotion des produits du terroir.*

## Logement et habitat

- Programme local de l'habitat

- Politique du logement social

*Politique du logement social d'intérêt communautaire et action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées.*

#### Autres

- NTIC (Internet, câble...)

*Aménagement numérique Etablissement, sur le territoire de l'EPCI, d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques au sens des 3° et 15° de l'article 32 du Code des postes et communications électroniques, L'acquisition de droits d'usage à cette fin ou achat d'infrastructures et de réseaux existants, La mise à disposition des infrastructures ou réseaux à des opérateurs ou utilisateurs de réseaux indépendants, L'exploitation des réseaux de communications électroniques, Sous réserve du constat d'une insuffisance d'initiatives privées propres à satisfaire les besoins des utilisateurs finals et en avoir informé l'autorité de régulation des communications électroniques, la fourniture de services de communications électroniques aux utilisateurs finals.*

- Autres

*Création, gestion et développement des relais de services publics Actions de développement des activités culturelles et sportives présentant un intérêt pour l'ensemble de la Communauté de Communes soit parce qu'elles impliquent plusieurs communes, soit parce qu'elles ont un dimensionnement à minima à l'échelle du territoire de l'intercommunalité.*

## Adhésion à des groupements

Dept	Groupement (N° SIREN)	Nature jur.	Population
71	S.M. d'Etudes et de traitement des déchets ménagers et assimilés du Nord Est du Département de Saône et Loire (SMET Nord Est 71) (257103341)	SM fermé	287 994
71	SYNDICAT MIXTE DU CHALONNAIS (200033553)	SM fermé	158 021

Sources : DGCL, BANATIC / Insee, RP (population totale légale en vigueur en 2015 - millésimée 2012)